

Département de l'Hérault  
Commune de MAUGUIO

**ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

Suivant arrêté préfectoral n°2019-I-068 du 18 janvier 2019

Ouverte du lundi 18 février 2019 au vendredi 22 mars 2019

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE PREALABLE A L'AUTORISATION  
ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 à L 214-6 DU  
CODE DE L'ENVIRONNEMENT, A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE  
ET A LA CESSIBILITE DES BIENS NECESSAIRES AUX TRAVAUX DE  
RESTAURATION DU COURS D'EAU LE SALAISON SUR LE TERRITOIRE DE  
LA COMMUNE DE MAUGUIO

Document 4

**CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS**  
pour la Cessibilité des biens

Montpellier, le 19/04/2019

Le Commissaire enquêteur  
Georges LESCUYER

## Document 4- CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS pour la Cessibilité des biens

### Table des matières

<b>1. Chapitre 1 : CONCLUSIONS MOTIVEES</b> .....	3
1.1. Objet de l'enquête .....	3
1.2. Conclusions sur la nature et les caractéristiques du projet .....	3
1.3. Conclusions sur l'aspect réglementaire .....	4
1.4. Conclusion sur l'information du public .....	5
1.5. Conclusion sur la participation du public .....	5
1.6. Conclusion sur la Cessibilité des biens .....	6
<b>2. Chapitre 2 : AVIS</b> .....	8

## Document 4- CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS pour la Cessibilité des biens

### 1. Chapitre 1 : CONCLUSIONS MOTIVEES

#### 1.1. Objet de l'enquête

Le projet de restauration du bon état écologique et chimique du cours d'eau Le Salaison sur la commune de Mauguio, décidé par le **Syndicat Intercommunal d'Assainissement des Terres de l'Etang de l'Or (SIATEO)** maître d'ouvrage, doit être autorisé dans le cadre de **3 procédures réglementaires** soumises à enquête publique unique :

- **l'Autorisation Environnementale** au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- **la Déclaration d'Utilité Publique (DUP)** au titre du code de l'expropriation,
- et **la Cessibilité** des biens nécessaires à la réalisation des travaux, au titre du code de l'expropriation.

L'enquête publique unique s'est déroulée du 18 février au 22 mars 2019.

Le dossier a été mis à la disposition du public à la mairie de Mauguio, siège de l'enquête, ainsi que sur un site internet dédié, accompagné d'un registre pour recevoir ses observations et contre-propositions éventuelles.

#### 1.2. Conclusions sur la nature et les caractéristiques du projet

Le projet améliorera la morphologie du cours d'eau, restaurera la ripisylve favorisant le maintien des berges, la biodiversité et la continuité écologique, et restaurera la continuité piscicole.

L'objet du projet n'est pas la lutte contre les inondations, cependant, il ne doit pas aggraver le risque au droit des enjeux notamment aux Cabanes du Salaison.

En outre, le projet constitue une mesure compensatoire du contournement Nîmes- Montpellier, réalisé par OCVIA et du déplacement de l'A9 réalisé par VINCI.

L'emprise du périmètre de DUP correspond principalement aux emprises du projet de part et d'autre du lit du Salaison. Une emprise secondaire dissociée est prévue pour les installations temporaires de chantier, elle se situe sur une parcelle appartenant à l'INRA qui présente un enjeu scientifique majeur dans un dispositif de recherche européen.

Le SIATEO fait le choix de maîtriser le foncier en acquérant les parcelles nécessaires.

Je constate que :

- le projet de restauration du bon état écologique et chimique du cours d'eau Le Salaison, sur la commune de Mauguio, sur une longueur de 3 km, dont le montant est estimé à 3,88 M€ HT :
  - nécessite l'acquisition de 60 parcelles privées, soit une surface totale de 9,3 ha,
  - a fait l'objet d'une étude comparative de variantes qui a permis de retenir une solution en considérant ses effets bénéfiques sur l'environnement, le coût pour la collectivité et les atteintes aux propriétés privées,
  - n'est inclus dans aucun zonage réglementaire Les 2 sites Natura 2000 (ZPS et SIC « Etang de l'Or ») et les 4 périmètres d'inventaires (2 ZNIEFF type 1, 1 ZNIEFF type 2 et 1 ZICO) sont peu ou moyennement éloignés,

- a fait l'objet d'une étude d'incidences environnementales complète et détaillée. Elle expose de manière claire et précise les enjeux du projet et ses incidences environnementales. Les mesures prises pour réduire et compenser ses effets sont adaptées, pour un projet dont la nature même est de favoriser l'environnement naturel en restaurant le bon état écologique et chimique du cours d'eau,
  - ne nécessite pas de procédure de demande de dérogation espèce protégée au titre de l'alinéa 4° de l'art. L.411-2 du C.Env ;
- le projet revêt un caractère d'intérêt général au titre de la qualité écologique des milieux et de la ressource en eau :
    - il est compatible avec les objectifs de restauration des cours d'eau et de qualité des eaux douces du code de l'environnement,
    - il est compatible avec les dispositions du SDAGE RM, du contrat de bassin de l'étang de l'Or et du PPRI,
    - il est cohérent avec les prescriptions du projet de SCOT du Pays de l'Or et les dispositions du PLU de Mauguio.

**En conclusion**, je considère que :

Le projet est correctement présenté avec l'ensemble de ses incidences environnementales, notamment celles sur le risque d'inondation.

L'emprise principale du périmètre de DUP qui correspond aux emprises du projet de part et d'autre du lit du Salaison est justifiée, ainsi que la nécessité des emprises foncières au regard de l'objectif d'obtenir une amélioration significative de la qualité du cours d'eau.

Toutefois, l'incidence de l'emprise temporaire prévue pour les installations de chantier n'a pas été correctement analysée et doit faire l'objet d'une modification.

**En conséquence**, je considère que par ses caractéristiques le projet répond parfaitement à l'objectif de restauration de la qualité écologique et chimique du cours d'eau qui bénéficiera à la qualité de l'étang de l'Or, et que son caractère d'intérêt général est avéré, car il répond aux objectifs d'amélioration de la qualité écologique des milieux et de la ressource en eau.

### **1.3. Conclusions sur l'aspect réglementaire**

Je constate que :

- l'enquête publique unique concernant l'Autorisation Environnementale au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) au titre du code de l'expropriation et la Cessibilité des biens nécessaires à la réalisation des travaux, au titre du code de l'expropriation, est réalisée selon les dispositions des articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du C.Env ;
- conformément à l'art. L.214-1 du C.Env, le projet est soumis à la nomenclature de l'art. R.214-1 - Titre III : Impact sur le milieu aquatique ou la sécurité publique. Le projet est soumis au régime d'autorisation vis-à-vis de la rubrique 3.1.2.0 et à une procédure de déclaration au titre de la rubrique 3.1.5.0 ;
- le dossier d'enquête publique est complet et conforme aux dispositions de l'art.R.123-8 du C.Env, ainsi que de l'art.R181-13 du C.Env pour la demande d'autorisation environnementale, de l'art.R112-4 du C.Expro pour la déclaration d'utilité publique et de l'art.R131-3 du C.Expro pour l'enquête parcellaire ;
- les notifications aux propriétaires ont été régulièrement effectuées, conformément à l'art. R131-6 du C.Expro ;

- les délais de l'arrêté préfectoral ont été respectés.

**En conclusion**, je considère que :

La procédure réglementaire préalable d'instruction de la demande d'autorisation environnementale, avec le recueil des avis nécessaires, a été régulièrement effectuée. Le Département Autorité Environnementale de la DREAL a confirmé que le projet n'est soumis ni à une évaluation environnementale, ni à un examen au cas par cas. Il a fait l'objet d'une étude d'incidences environnementales.

Le dossier d'enquête est complet et réglementairement constitué au regard des 3 procédures objet de l'enquête unique.

La procédure d'enquête unique concernant l'Autorisation Environnementale au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, la Déclaration d'Utilité Publique au titre du code de l'expropriation et la Cessibilité des biens nécessaires à la réalisation des travaux, au titre du code de l'expropriation, a été respectée.

**En conséquence** je considère que la conformité réglementaire est avérée.

#### **1.4. Conclusion sur l'information du public**

Je constate que :

- la publicité légale de l'enquête a été effectuée conformément à la réglementation ;
- l'affichage de l'avis d'enquête a été maintenu et vérifié depuis 15 jours avant le début et jusqu'à la fin de l'enquête ;
- les modalités complémentaires de publication de l'avis d'enquête ont amélioré l'information du public ;
- le dossier présente une bonne lisibilité et une bonne accessibilité pour le public. Sa présentation est satisfaisante, car elle limite le nombre de pièces et évite les redondances. Le résumé non technique de l'étude d'incidences environnementales est correctement illustré, clair et compréhensible par un public non averti ;
- la concertation au titre du code de l'environnement et du code de l'urbanisme n'est pas obligatoire pour ce type d'enquête. Une réunion a été organisée par le SIATEO le 28/03/2018 en invitant les représentants des propriétaires concernés par une emprise foncière.

**En conclusion**, je considère que :

La publicité légale et les mesures complémentaires ont assuré une information satisfaisante de la population.

Les notifications individuelles aux propriétaires ont été faites réglementairement. Certains d'entre eux avaient été informés du projet lors d'une réunion à laquelle le SIATEO les avaient tous conviés en 03/2018.

**En conséquence** je considère que l'information du public est appropriée et satisfaisante.

#### **1.5. Conclusion sur la participation du public**

Je constate que :

- des permanences et une possibilité de consultation du dossier ont été tenues dans de bonnes conditions d'organisation en mairie de Mauguio, les services municipaux ont tout mis en œuvre pour faciliter l'accueil du public et la tâche du CE ;
- la mise à disposition d'un registre dématérialisé et d'une adresse électronique ont permis au public de formuler ses observations en permanence pendant toute la durée de l'enquête ;

- une enquête qui s'est déroulée selon les dispositions de l'arrêté préfectoral, dans un climat serein, sans incident, avec une faible présence du public lors des 4 permanences ;
- une expression du public avec **14 dépositions** effectives au total ;
- après avoir comptabilisé les avis individuels du public :
  - **3** avis individuels sont **favorables** au projet, dont **1 défavorable sur la cessibilité**,
  - **2** avis individuels sont **défavorables** au projet, dont celui de l'INRA qui n'est fondé que par l'emprise prévue pour l'implantation temporaire des installations de chantier,
  - **9** avis individuels sont **non exprimés**.

**En conclusion**, je considère que :

Concernant la participation, les observations et les avis du public :

De nombreux moyens ont été mis à disposition du public pour lui permettre de formuler ses observations, notamment grâce au registre dématérialisé accessible en permanence.

L'enquête a généré une faible mobilisation du public.

Les observations ne portent pas sur l'objet du projet de renaturation du cours d'eau mais sur ses incidences. Les observations sur le risque d'inondation sont en nombre limité par rapport au nombre d'habitations concernées. Sur l'impact foncier, seuls 7 propriétaires, sur 36 ensembles fonciers (60 parcelles), se sont manifestés.

Un seul avis individuel est défavorable au projet, au regard de ses incidences sur le risque d'inondation. L'avis défavorable de l'INRA concerne une emprise foncière que le SIATEO décide d'abandonner.

**En conséquence**, je considère que la participation du public, bien que faible, est satisfaisante.

Concernant le mémoire en réponse du SIATEO :

Le mémoire en réponse du SIATEO apporte des réponses appropriées, détaillées et argumentées à l'ensemble des observations concernant le projet. La qualité du mémoire est très satisfaisante.

**En conséquence**, je considère que certaines observations ont permis au SIATEO d'ajuster l'impact foncier et d'améliorer le projet.

### **1.6. Conclusion sur la Cessibilité des biens**

Le SIATEO fait le choix de maîtriser le foncier en acquérant les parcelles nécessaires prioritairement à l'amiable. L'emprise du projet affecte 60 parcelles privées majoritairement cultivées, représentant 36 ensembles fonciers pour environ 9,3 ha. Elle inclut l'emprise temporaire des installations de chantier de 2,15 ha sur une parcelle appartenant à l'INRA (DP147) qui présente un enjeu scientifique majeur dans un dispositif de recherche européen.

Je constate que conformément à l'art. R131-6 du C.Expro la notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie de Mauguio a été faite par le SIATEO, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux 54 propriétaires figurant à l'état parcellaire

La non réception des courriers recommandés a nécessité l'affichage de 11 lettres de notification en mairie de Mauguio, attesté par certificats d'affichage :

parcelles	propriétaire	affichage
DP 74	• Mme Ginette ENJALBERT	05/02/2019
DP 99 – DP 100	• Mme Hélène CLARET	05/02/2019
DP 82	• Mme Arlette NIVARD	05/02/2019
BM 37 – BM 38	• Mr François GOMEZ	05/02/2019

BX 4	• Mr Vincent RUBERT	05/02/2019
DR 170	• Mme Nathalie GUTKNECHT	05/02/2019
BX 2	• Mr Yves VALETTE	13/02/2019
BY 14	• Mme Colette BOULENC	13/02/2019
BX 17	• Mr le Responsable GFA La FONT DE MAUGUIO	13/02/2019
DR 8	• Mr Jean REVERTE	13/02/2019
DP 99 – DP 100	• Mme Valérie CLARET	18/02/2019

Sur l'impact foncier, seuls 7 propriétaires, sur 36 ensembles fonciers (60 parcelles), se sont manifestés.

De l'analyse des observations du public, de l'analyse des avis réglementaires, de mes propres observations et appréciations, ainsi que des réponses du maître d'ouvrage, j'ai constaté pour les thèmes :

- « 1.2- Réduction d'emprise » : que les emprises foncières projetées le long du Salaison ne doivent pas être réduites, pour conserver l'objectif d'obtenir une amélioration significative de la qualité géochimique du cours d'eau telle que décrite au §1.5 du rapport. Une seule réduction d'emprise sera effectuée pour une parcelle de l'INRA du fait de sa situation et de son usage spécifique. Les emprises projetées sur les parcelles BRL seront gérées par convention d'occupation et non par acquisition ;
- « 1.3- Installation de chantier » : que le choix de son emplacement sera à la charge de l'entreprise attributaire des travaux, en tenant compte des contraintes, notamment de zones inondables, inscrites au cahier des charges. En conséquence l'emprise projetée sur la parcelle DP 147 de l'INRA est abandonnée.

**En conclusion**, j'ai considéré, au §1.2 Conclusions sur la nature et les caractéristiques du projet ci-avant, que l'emprise principale du périmètre de DUP qui correspond aux emprises du projet de part et d'autre du lit du Salaison est justifiée, ainsi que la nécessité des emprises foncières au regard de l'objectif d'obtenir une amélioration significative de la qualité du cours d'eau.

Je considère la procédure de notification individuelle aux propriétaires a été parfaitement respectée.

Je considère que le projet ne porte pas une atteinte excessive à la propriété privée, sous réserve de prendre en compte les améliorations conformément aux engagements du SIATEO :

- de gérer l'emprise sur les parcelles DP 72, DP 83 et DP 87 appartenant à BRL dans le cadre de convention d'occupation et de ne pas les inscrire dans l'état parcellaire de l'arrêté de cessibilité ;
- de réduire l'emprise de la parcelle DP 86 appartenant à l'INRA dans l'état parcellaire de l'arrêté de cessibilité ;
- de supprimer l'emprise prévue du périmètre de la DUP sur la parcelle DP 147 appartenant à l'INRA, et de ne pas l'inscrire dans l'état parcellaire de l'arrêté de cessibilité.

**En conséquence**, je considère que la cessibilité des biens définis à l'état parcellaire est nécessaire, **sous réserve** de réduire l'emprise de la parcelle DP 86 appartenant à l'INRA et d'exclure de cet état la parcelle DP 147 appartenant à l'INRA ainsi que les parcelles DP 72, DP 83 et DP 87 appartenant à BRL.

## 2. Chapitre 2 : AVIS

- **Après avoir rencontré** les services de l'Etat et le maitre d'ouvrage ;
- **Après avoir étudié** le dossier et particulièrement l'étude d'incidences environnementales ;
- **Après avoir visité** le site du projet et son environnement ;
- **Après avoir vérifié** le respect de la procédure de mise en œuvre de l'enquête unique conformément à la réglementation et aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2019-I-068 du 18 janvier 2019 ;
- **Après avoir constaté** que le projet est compatible avec la Directive Cadre européenne sur l'Eau, avec les objectifs de restauration des cours d'eau et de qualité des eaux douces du code de l'environnement, avec les dispositions du SDAGE-RM, celles du contrat de bassin de l'étang de l'Or et celles du PPRI ;
- **Après avoir constaté** que le projet est cohérent avec les prescriptions du projet de SCOT du Pays de l'Or et les dispositions du PLU de Mauguio ;
- **Considérant** que le projet répond parfaitement à l'objectif de restauration de la qualité écologique et chimique du cours d'eau qui bénéficiera à la qualité de l'étang de l'Or, et que son caractère d'intérêt général est avéré, car il répond aux objectifs d'amélioration de la qualité écologique des milieux et de la ressource en eau ;
- **Vu** le dossier soumis à l'enquête publique unique ;
- **Considérant** que l'enquête publique unique concernant l'Autorisation Environnementale au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, la Déclaration d'Utilité Publique et la Cessibilité des biens pour les travaux de restauration du Salaison, s'est déroulée conformément à la réglementation, dans de bonnes conditions et sans incident ;
- **Considérant** que le projet n'a pas fait l'objet de forte opposition ;
- **Après avoir pris en compte** l'avis favorable de la commune de Mauguio ;
- **Après avoir examiné et analysé** les observations formulées par le public qui a été correctement informé et qui a pu s'exprimer lors des permanences et par l'ensemble des moyens mis à sa disposition ;
- **Après avoir examiné et analysé** le mémoire en réponse du maitre d'ouvrage aux observations du public et du commissaire enquêteur ;
- **Après avoir formulé** mes conclusions motivées ;

- Vu l'avis favorable que j'ai émis sur l'Autorisation Environnementale au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- Vu l'avis favorable avec réserve que j'ai émis sur la Déclaration d'Utilité Publique

\*\*\*

J'émet

**UN AVIS FAVORABLE**

à la Cessibilité des biens nécessaires aux travaux de restauration du cours d'eau Le Salaison sur le territoire de la commune de Mauguio,

**SOUS RESERVE**

- de réduire l'emprise de la parcelle DP 86 appartenant à l'INRA dans l'état parcellaire de l'arrêté de cessibilité, conformément à l'engagement du SIATEO,
- d'exclure la parcelle DP 147 appartenant à l'INRA de l'état parcellaire de l'arrêté de cessibilité,
- d'exclure les parcelles DP 72, DP 83 et DP 87 appartenant à BRL de l'état parcellaire de l'arrêté de cessibilité.

Montpellier, le 19/04/2019

Le Commissaire enquêteur  
Georges LESCUYER



